POUR DES REPONSES A NOS EXIGENCES SOCIALES
TOUTES ET TOUS EN GREVE LE 2 OCTOBRE !

Après la réussite de la mobilisation interprofessionnelle du 18 septembre, l'ensemble des organisations syndicales avait posé un ultimatum. Elles ont été reçues ce matin par le Premier ministre, pour obtenir des réponses concrètes aux revendications exprimées par les travailleuses et les travailleurs.

L'intersyndicale déplore une occasion manquée. Après un long échange avec le Premier ministre sur les enjeux qui se posent pour le monde du travail, aucune réponse claire n'a été apportée à la colère des salarié·es, agent·es, demandeurs·euses d'emploi, jeunes, retraité·es …

Le Premier ministre a expliqué qu'il n'était pas en mesure de connaître la copie finale du budget 2026 qui sera adoptée par le Parlement, alors que l'intersyndicale attendait au moins des pistes sur une copie initiale. Ni rupture avec les mesures présentées en juillet, ni engagement sur ce que pourraient être des mesures de justice sociale et fiscale.

Face à l'envol du revenu des ménages français les plus aisés, aux inégalités scandaleuses, aux aides publiques massives aux entreprises sans aucun contrôle ni contrepartie, des alternatives existent.

Nous refusons que les seuls leviers budgétaires soient ceux de la diminution de la protection sociale et du sous-investissement dans les services publics.

Le monde du travail a assez souffert et c'est pourquoi l'ensemble des organisations syndicales appelle à amplifier la mobilisation lors d'une nouvelle journée d'action et de grève interprofessionnelle prochain pour exiger :

- L'abandon de l'ensemble du projet de budget et notamment le doublement des franchises médicales, l'année blanche (désindexation des pensions, des prestations sociales, des salaires des agent·es de la fonction publique et du budget des services publics), la suppression de 3000 postes de fonctionnaires et la réforme de l'assurance chômage, ainsi que des projets attaquant le code du travail, et le 1er mai ;
- La justice fiscale, avec la mise en place de dispositifs qui taxent les gros patrimoines et les très hauts revenus, et contraignent le versement des dividendes ;
- La conditionnalité sociale et environnementale des 211 milliards d'euros d'aides publiques aux entreprises privées ;
- Des moyens budgétaires à la hauteur pour les services publics partout sur le territoire ;
- Une protection sociale de haut niveau et l'abandon du recul de l'âge légal de départ à la retraite à 64 ans ;
- Des investissements dans une transition écologique juste et la réindustrialisation de la France, et des mesures contre les licenciements.

Pour la justice sociale, fiscale et environnementale, les organisations syndicales CFDT, CFE – CGC, CGT, FO, FSU, UNSA, SOLIDAIRES de l'Aveyron appellent l'ensemble des salarié·es du privé et du public, des retraité·es, des privé·es d'emplois, des jeunes à se mobiliser massivement par la grève et les manifestations.

MANIFESTATION DEPARTEMENTALE
RDV à Rodez 14h, Mail de Bourran
Prise de parole devant le palais de justice.

Imprimé par nos soins, ne pas jeter sur la voie publique